



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
37 Boulevard Henri Dunant
CS 80140
71040 Mâcon Cedex 9

Mâcon, le 21/03/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

FRAMATOME SAS Etablissement Chalon-Sully

4 rue Thomas Dumorey
BP 276
71100 Chalon-Sur-Saône

Références : FV/NM/2025/M_106
Code AIOT : 0005401105

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/03/2025 dans l'établissement FRAMATOME SAS Etablissement Chalon-Sully implanté 4 rue Thomas Dumorey 71100 Chalon-sur-Saône. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La société Framatome exploite sur son site de Chalon-sur-Saône deux installations ICPE soumises à autorisation qui concernent la gestion de substances radioactives.

La présente inspection s'inscrit dans le cadre d'une action régionale visant à vérifier la bonne gestion des produits chimiques sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- FRAMATOME SAS Etablissement Chalon-Sully
- 4 rue Thomas Dumorey 71100 Chalon-sur-Saône
- Code AIOT : 0005401105
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations classées sont localisées dans le Centre de Maintenance des Outillages (CEMO). Le centre est spécialisé dans la décontamination, l'entretien et la réparation des outillages utilisés pour la maintenance des centrales nucléaires.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 1

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :

- ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Par courriel du 13 décembre 2024, l'exploitant a transmis à l'inspection un porter à connaissance concernant l'extension d'une zone d'entreposage dans une partie d'un bâtiment existant (F3). L'extension prévue est de 720m². Le dossier transmis conclut à la non-substantialité de la modification.

L'inspection considère qu'au vu des conclusions du porter à connaissance et des enjeux limités de la modification présentée, l'exploitant peut mettre en œuvre son projet sous sa responsabilité et en respectant la réglementation applicable. La modification pourra faire l'objet d'une inspection ultérieure portant notamment sur le respect des dispositions présentées dans le dossier.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Sans objet
2	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1	Sans objet
3	Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6	Sans objet
4	Mesures de lutte contre l'incendie	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
5	Conditions de stockage et de manipulation	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II	Sans objet
6	Produits incompatibles associés à des rétentions	Arrêté Préfectoral du 09/11/1988, article 7.1	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les dispositions contrôlées concernant la gestion des produits chimiques.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des matières stockées
Prescription contrôlée : Article 49 - Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.
Constats : L'exploitant a présenté à l'inspection un état des stocks des produits chimiques présents sur le site du CEMO. L'inspection a constaté que pour l'armoire CUV 1 CEMO (22) l'état des stocks correspond au stockage présent pour ce qui est de l'acétone (1L) et l'huile ALMO 525 (1L). L'exploitant indique que son état des stocks, au vu des quantités limitées, est continuellement à jour (les quantités maximales sont renseignées). L'état des stocks reprend notamment le nom des produits, leur quantité et les risques par grande famille.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.1
Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)
Prescription contrôlée : Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.1 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

<p>« Le fournisseur d'une substance ou d'un mélange fournit au destinataire de la substance ou du mélange une fiche de données de sécurité établie conformément à l'annexe II :</p> <p>a) lorsqu'une substance ou un mélange répond aux critères de classification comme produit dangereux conformément au règlement (CE) n°1272/2008 ou,</p> <p>b) lorsqu'une substance est persistante, bioaccumulable et toxique ou très persistante et très bioaccumulable, conformément aux critères énoncés à l'annexe XIII, ou</p> <p>c) lorsqu'une substance est incluse dans la liste établie conformément à l'article 59, paragraphe 1, pour des raisons autres que celles visées aux points a) et b). »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a pu présenter à l'inspection la fiche de données de sécurité (FDS) de l'acétone et de l'huile ALMO 525. Il dispose d'un logiciel regroupant ces informations. L'exploitant indique que ce logiciel est accessible à tous les opérateurs.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Rubriques de la Fiche de données de sécurité (FDS)

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31.6</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ article 31.6 (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)</p> <p>La fiche de données de sécurité est datée et contient les rubriques suivantes:</p> <ol style="list-style-type: none"> 1) identification de la substance/préparation et de la société/ l'entreprise ; 2) identification des dangers; 3) composition/informations sur les composants; 4) premiers secours; 5) mesures de lutte contre l'incendie; 6) mesures à prendre en cas de dispersion accidentelle; 7) manipulation et stockage; 8) contrôle de l'exposition/protection individuelle; 9) propriétés physiques et chimiques; 10) stabilité et réactivité; 11) informations toxicologiques; 12) informations écologiques; 13) considérations relatives à l'élimination; 14) informations relatives au transport; 15) informations relatives à la réglementation; 16) autres informations.
<p>Constats :</p> <p>Les FDS de l'acétone et de l'huile ALMO 525 présentées par l'exploitant sont bien datées et</p>

comportent les 16 rubriques réglementaires.

L'Inspection a constaté par ailleurs que les produits stockés dans l'armoire CUV 1 le sont avec une étiquette reprenant les pictogrammes de dangers. Une notice de poste par produit disponible au-dessus de l'armoire de stockage comprend les mentions de dangers, les mentions d'avertissement et les conseils de prudence concernant la ventilation du local de stockage et l'absence de source de chaleur à proximité du stockage.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Mesures de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II

Thème(s) : Produits chimiques, Fiche de données de sécurité (FDS)

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

5.1 mesures de lutte contre l'incendie;

Constats :

L'inspection a constaté la présence d'un extincteur CO2 à proximité de l'armoire CUV 1. Ce type d'extincteur correspond à ceux préconisés par les FDS des deux produits sélectionnés pour le contrôle (Acétone et huile Almo 525).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Conditions de stockage et de manipulation

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II

Thème(s) : Produits chimiques, Produits incompatibles

Prescription contrôlée :

Règlement (CE) no 1907/2006 REACH_ Annexe II (Exigences relatives aux fiches de données de sécurité)

7.1.1 : recommandations de manipulation

7.2 : conditions de stockage et prise en compte des éventuelles incompatibilités ;

Constats :

L'inspection a constaté que le stockage des deux produits (Acétone et huile Almo 525) dans l'armoire CUV 1 correspond aux préconisations des FDS (local ventilé, récipient fermé, absence de sources de chaleur à proximité, armoire de stockage mise à la terre).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Produits incompatibles associés à des rétentions

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/11/1988, article 7.1
Thème(s) : Risques chroniques, Rétention
Prescription contrôlée : Toutes dispositions seront prises pour réduire au maximum les risques d'incendie et d'explosion
Constats : L'exploitant a indiqué utiliser un tableau d'incompatibilités en fonction notamment des pictogrammes de dangers. L'Inspection a constaté la présence de ce tableau au niveau de l'armoire CUV 1. Aussi la FDS de l'acétone indique une incompatibilité avec l'acide nitrique. L'Inspection a constaté que l'acide nitrique est stocké séparément de l'acétone (dans une autre armoire disposant de sa propre rétention).
Type de suites proposées : Sans suite